L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, 75 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.
MARDI MATIN, 20 JUIN.

L'acte d'accusation de Jules Favre.

Le prince Napoléon a adressé à M. Jules Favre la lettre suivante :

Londres, mai 1871.

La paix avec le vainqueur est signée, l'ordre la grande capitale brûle, ses plus belles villes séculaires, l'honneur de la civilisation sont réduits en cendres, le sang coule à flots, votre œuvre est complète.

La douleur qui oppresse toute âme française ne doit pas obscurcir la raison qui a le droit de vous demander compte des désastres accumulés par vous.

Le quatre septembre, l'armistice discuté à Ferrière, la défense de Paris, les préliminaires de Versailles, le dix-huit mars, la paix de Francfort, l'incendie de Paris, voilà vos dates néfastes. L'histoire vous appellera l'homme fatal. Elle ne trouvera en vous qu'un mobile, la haine du nom de Napoléon.

La guerre funeste commencée le 19 juillet 1870 par l'empire est terminée le 10 mai 1871 par le gouvernement sans nom auquel vous appartenez. Qu'est-ce que ce gouvernement? Est-ce la défense nationale? Non, car vous n'avez fait que capituler. Est-ce un gouvernement de restauration nationale? Non, car la désorganisation et l'anarchie en résultent pour la France. Est-ce une monarchie? Non. Est-ce une république? Encore moins. Est-ce la liberté? Non. Demandez-le aux électeurs opprimés par les décrets d'ostracisme retirés à la dernière heure après avoir fausé le choix des citoyens. Ce sont tous les maux réunis, par l'absence d'ordre, de sécurité, de liberté, de force.

Parcourons les élections par lesquelles vous vous vantez au fond de l'abîme.

Le 4 septembre, vous proposez la déchéance; l'émeute guidée par vous chasse vos collègues, vous violez votre serment, vous allez usurper le pouvoir à l'Hôtel-de-Ville contre le suffrage universel.

L'empire avait commis des fautes; nos défaites étaient grandes, mais nos désastres datent de vous : à chacun sa part. C'était sans doute une bien fâcheuse erreur de trop compter sur les forces de la France et de commettre en 1870 la faute que la Prusse a commise en 1806: de trop regarder nos vaincus de la grande République et du premier empire de trop oublier l'ennemi puissant que nous avions à combattre; de croire, comme la Prusse de 1854 et l'Italie de 1859, au lieu de regarder frondement en face les forces de l'Allemagne en 1870, les hommes remarquables qu'elle avait à sa tête.

Je ne veux ni ne puis nier ces fautes, que les Napoléons payent encore plus par le déchirement de leurs cœurs, que par leur exil; mais l'ingérence n'a pas cherché à se composer un trône par une paix qui pouvait sauver et qui pouvait en imposant de bonds sacrifices à la France.

Tenez, nous avons une consolation, c'est d'être frondeurs avec la Prusse, tandis que votre élévation date de ses malheurs.

Marcy! que je nomme, vous savez les conditions que Napoléon III pouvait obtenir de la Prusse à Sedan: certes, elles étaient dures, mais nous pouvaient maintenir nos belles acquisitions de l'ancien régime. Nos sacrifices n'étaient pas à comparer à ceux que vous avez subis depuis, sacrifices qui, sans éviter les maux de désordres intérieurs, forcent le gouvernement de la non-défense de Paris, par la lâcheté, à subir une rançon impuissante de cent de vos collègues, à un pillage pour piller et opprimer nos provinces. Jusqu'à la chute de l'empire, nous avons subi de grands malheurs publics, mais aucun ou trouve dans l'histoire de beaucoup de grands peuples depuis le 4 septembre, un caractère, ni de aussi plus malheureux, ni aussi des désastres sans exemple dans l'histoire.

A l'intérieur, vous avez les fautes, à vos les désastres, et je me demande si, parmi les fautes de l'empire, la plus grande n'est pas d'avoir toléré vos tentatives criminelles à l'intérieur.

La suite inévitable de votre usurpation, c'est la Révolution, du jour où vous avez usurpé sans mandat, le pouvoir à Paris dont vous êtes responsables.

Pour défendre Paris, vous vous bornez à proclamer des principes faux. Vous n'avez pas vilipendé le Prussien, vous l'avez exaspéré, en vous avez déchaînés, et qui ont tué des soldats de la France en chaque pendant quatre mois, et cependant étaient les mêmes hommes, égarés depuis par le vertige démagogique, chez lesquels vous pouvez compter la pensée patriotique : certaient la même grande nationalité, les mêmes cœurs, les mêmes fusils, les mêmes traits, les mêmes remparts, les mêmes barricades, toutes ces forces qui sont tombées les unes après les autres entre vos mains débiles, et qui eussent été sublimes contre l'étranger.

Sachez le, les Napoléon eussent été assez patriotes pour subir votre triomphe et leur chute, si vous avez pu, comme la France mais l'histoire vous appelant pressant de sauver la patrie, vous l'avez perdue.

Dans l'intérieur, vous allez à Ferrières répandre des larmes, je vous en crois, et vous prononcez des paroles dangereuses qui ne sont pas dignes d'un homme d'Etat. *Ce sont pas de ses conseillers, ce sont vos propres ténèbres*. Votre conscience doit en être opprimée. Vous l'honorez d'un ministère national, et il faut avoir la modestie de ne pas mettre un autre nom que le vôtre au bas d'un acte constatant les douloureux sacrifices irréparables et irréparables parties faites aux nations.

A Versailles, le vainqueur propose le désarmement de la garde nationale en vidant de carnage, et vous choisissez des soldats parce que vous craignez des ouvriers bonapartistes dans l'armée, tandis que les chefs de l'armée, vous vous faites irriter, mécontente d'elle-même, mal conduite, humiliée, malheureuse, désunie sont obligés de subir, à la suite de l'explosion de la Commune, vos mêmes procédés qui ne pas.

Vous vous vantez du négociateur éminent à France, en échange de votre République personnelle. Pourquoi avez vous cédé? Vous le disiez, vous le répétiez, vous le mettez étranger vous a fait retirer la possibilité de réunir à nous les Corps législatif, alors sans vote, sans sagesse.

Pourquoi vous, votre condition rapide à amené le triomphe de la Commune à Paris, et de la paix des Allemands des exigences folles, et pour plus scandale, la négociation lamentable à Bruxelles, non à Versailles. Vous allez à Francfort? Vous allez à Francfort? Vous allez à Francfort?